

restait à fixer. Versailles instaurait l'hégémonie d'un groupe de capitalistes devant exploiter au titre « réparations » un autre groupe de capitalistes centraux. Cette solution était celle du semi-colonialisme, déjà connue avant la guerre, mais étendue à un plus grand nombre d'Etats capitalistes. Elle devait donc nécessairement profiter à celui des Etats colonisateurs qui possédait la situation financière dominante (le semi-colonialisme étant le servage financier). C'était l'Angleterre, puisqu'elle avait su barrer la route au wilsonisme américain.

Mais cette solution des réparations entravait le développement idéal des monopoles français, qui est la réunion sous leur main du fer et du charbon continentaux. Cette autre visée se formulait en un colonialisme véritable que nous avons essayé de définir.

En somme, les antinomies d'intérêts impliquées par tout problème de colonisation d'un grand Etat capitaliste devaient nécessairement aboutir à une période d'actions séparées. Poincaré lui-même y mit fin le jour où il lui fallut, par peur d'une guerre de revanche, seconder le gouvernement du Reich dans son opposition au séparatisme chauvin. La démarche de Poincaré auprès de Stresemann, en faveur d'une Allemagne démocratique, torpillait en dernière heure l'action du Comité des Forges.

Fin de la décision française

L'accord de Dusseldorf met un point final à cette période intermédiaire. La France renonce à son vrai colonialisme. Elle se bornera à défendre ses intérêts dans un règlement semi-colonialiste qui ne dépend plus d'elle

seule. Huit jours avant la signature de l'accord de Dusseldorf, Poincaré se ralliait au point de vue anglais devant la conférence des Ambassadeurs.

Depuis le début de la Ruhr, seule, la France montrait une attitude cohérente parfaitement décidée. Depuis l'autre semaine, nous sommes entrés dans une période où la France, à son tour, n'aura aucun plan, aucun programme, et bataillera pour ses intérêts avec autant de confusion et aussi peu d'efficacité que l'Angleterre durant tous ces mois derniers.

Quant à la reconstruction capitaliste, elle retrouve de ce fait des possibilités que le colonialisme destructeur de la France lui retirait jusqu'alors. Le colonialisme intercapitaliste est la mort du capitalisme, étant le triomphe d'un non-sens économique : la subordination du monopole évolué au monopole retardataire par destruction de sociétés bourgeoises. Le semi-colonialisme, au contraire, marque un retour à des formules d'avant-guerre portées à une plus grande échelle : il tend à la constitution de blocs impérialistes.

Les années qui vont venir montreront si un bloc impérialiste européen est possible sans le secours (c'est-à-dire la domination financière) de l'Amérique. Les vainqueurs de Versailles coloniseront-ils le continent, ou tous seront-ils colonisés par les Etats-Unis ? Il est même prématuré de formuler des dilemmes, tant la reconstruction capitaliste se prépare dans des conditions étrangères à tous les exemples historiques de succès du capitalisme.

GEORGES MICHAEL.

Un continent en serre-chaude

Les stériles conterverses électorales d'Angleterre sur les mérites contraires des douanes et du libre commerce montrent une fois de plus que l'économie britannique ne peut retrouver de prospérité que par un retour invraisemblable des beaux jours du capitalisme. Les esprits d'outre-Manche n'hésitent pas à se poser le problème dans toute son énormité. Voici une curieuse solution que vient de soutenir récemment la revue économique « The Statist » dans une série d'articles.

Le désastre économique actuel vient des fols gaspillages de la guerre. Si donc un moyen était découvert de produire rapidement d'énormes masses de matières premières, la marche ascendante du capitalisme reprendrait. Les mines sont inventoriées et confisquées. Mais l'agriculture ? Rien à faire dans les vieux continents. Le machinisme agricole donnera des progrès, mais pas de miracles. Pourquoi ne pas tenter la culture tropicale ?

Cette culture est possible désormais, la science ayant révélé le mystère des maladies jadis attribuées vaguement au « climat ». Voilà le fait nouveau par rapport au XIX^e siècle. On peut donc songer à développer la culture tropicale sur une vaste échelle. Mais où serait-elle profitable ? L'économiste anglais n'hésite pas à exclure l'ensemble des territoires de l'empire britannique. Seule une immense région paraît toute préparée à cette entreprise : le Brésil.

Le bassin de l'Amazone est d'une fertilité absolument incomparable et demeure encore dépourvu d'habitants. Les pluies y sont assez considérables pour compenser l'évaporation tropicale. Si bien que l'agriculture permet-

trait des plantations ininterrompues d'une série de récoltes tout au long de l'année. La quantité de matières premières et de denrées alimentaires jetées de ce fait sur le marché mondial serait donc vraiment fabuleuse, si une population suffisante s'implantait sur ce continent.

Reste à savoir par où l'aborder. Or, la Guyane anglaise se trouve juste au Nord de cette région. Cette colonie n'est elle-même guère mise en valeur, car à 40 ou 50 kilomètres de la côte une falaise abrupte barre toute communication avec l'hinterland. Les rivages marécageux ont seulement été utilisés pour la plantation de la canne à sucre. Mais la colonie elle-même est plus grande que le Royaume-Uni et comprend dans l'intérieur de ses terres d'énormes plateaux propres à l'élevage.

Alors que faudrait-il ? Des chemins de fer, partant de la côte et pénétrant dans la région de l'Amazone. Avec de bons apports de capitaux et des facilités d'émigration pour les sans-travail de Londres...

La seule chose que l'on oublie dans ce beau rêve, c'est une certaine doctrine de Monroë qui veut dire que les Etats-Unis entendent réserver à leur capitalisme cette merveilleuse poire pour la soif qu'est le Sud américain.

P.B.



Le prochain numéro de *Clarté*
paraîtra sur 24 pages
sous couverture de couleur